

Article :

Langue : Français

Publiée : 21 février 2024

Droits d'auteur : cette publication a été publiée en libre accès selon les termes et conditions de la licence Creative Commons Attribution (CC BY) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.



Estimation de l'impact du déficit budgétaire, sur l'inflation au Burkina

BONI ZOUMITE Arnaud

Résumé

Cet article examine l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation au Burkina Faso en utilisant une approche économétrique. Le déficit budgétaire est la différence négative entre les ressources et les dépenses de l'Etat. Il est un indicateur important des politiques budgétaires et de la situation financière d'un pays. L'inflation, quant à elle, mesure la hausse générale des prix des biens et services dans une économie.

L'étude utilise des données économiques et financières du Burkina Faso sur une période donnée et applique des techniques économétriques avancées pour analyser la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation. Les modèles économétriques sont utilisés pour estimer l'effet du déficit budgétaire sur l'inflation, en tenant compte d'autres variables économiques pertinentes telles que l'IPM l'Indice des Prix à l'Importation et M2 la Masse monétaire, etc.

La variable déficit budgétaire évince l'Inflation dans le court terme seulement, tandis que, l'Indice des Prix à l'Importation(IPM) entraîne l'inflation aussi bien dans le court terme que dans le long terme ;

En effet, le financement du déficit vient résoudre des problèmes de trésorerie. De ce fait il n'engendre pas d'inflation à court terme, mais des risques inflationnistes demeurent.

L'étude souligne donc l'importance d'une gestion prudente des finances publiques pour maîtriser l'inflation. Des politiques budgétaires responsables, axées sur la réduction du déficit budgétaire et la maîtrise de la dette publique contribueraient à maintenir la stabilité des prix et favoriser une croissance économique durable.

En conclusion, cet article met en évidence l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation au Burkina Faso à travers une approche économétrique. Les résultats soulignent l'importance d'une gestion prudente des finances publiques pour maintenir la stabilité économique et contrôler l'inflation. Ces conclusions peuvent servir de base aux décideurs politiques et aux économistes dans la formulation de politiques économiques appropriées visant à promouvoir la stabilité macroéconomique dans le pays.

Mots clés : déficit budgétaire, inflation, estimer, évince, stabilité économique, finances publiques

Abstract

This article examines the impact of the budget deficit on inflation in Burkina Faso using an econometric approach. The budget deficit is the negative difference between government resources and expenditure. It is an important indicator of a country's fiscal policies and financial situation. Inflation, on the other hand, measures the general rise in the prices of goods and services in an economy.

The study uses economic and financial data from Burkina Faso over a period of time and applies advanced econometric techniques to analyze the relationship between the budget deficit and inflation.

Econometric models are used to estimate the effect of budget deficit on inflation, taking into account other relevant economic variables such as IPM Import Price Index and M2 Money Supply, etc.

The budget deficit variable crowds out Inflation in the short term only, while the Import Price Index (IPM) drives inflation in both the short and long term;

Indeed, the financing of the deficit solves cash flow problems. As a result, it does not generate inflation in the short term, but inflationary risks remain.

The study therefore underlines the importance of prudent management of public finances to control inflation. Responsible fiscal policies, focused on reducing the budget deficit and controlling public debt, would help maintain price stability and foster sustainable economic growth.

In conclusion, this article highlights the impact of the budget deficit on inflation in Burkina Faso through an econometric approach. The results highlight the importance of prudent management of public finances to maintain economic stability and control inflation. These findings can serve as a basis for policy makers and economists in formulating appropriate economic policies aimed at promoting macroeconomic stability in the country.

Keywords: budget deficit, inflation, estimate, eviction, economic stability, public finances

INTRODUCTION

L'Etat burkinabé joue un grand rôle dans la croissance économique du pays. Son rôle a considérablement évolué dans le temps puisqu'après une longue phase d'intervention directe à travers un secteur public important, il se désengage progressivement des activités productrices. L'Etat burkinabé tend actuellement à recentrer son activité sur ses missions traditionnelles que sont par exemple la création des conditions propices au développement économique, notamment en mettant en place des infrastructures collectives et en favorisant l'accumulation de capital humain. IL présente une particularité, en raison des dons externes qu'il reçoit, de sa capacité à prélever des impôts modérés tout en finançant une dépense publique substantielle.

De cette particularité, vont découler des déficits budgétaires structurels pendant ces 30 dernières années. Or, à chaque type de financement est associé un déséquilibre macroéconomique avec des risques d'inflation et d'éviction du secteur privé.

L'inflation est une situation de déséquilibre économique qui se traduit par une hausse continue du niveau général des prix. Divers faits dans l'histoire économique ont entraîné ou suscité l'inflation au niveau régional ou mondial. Il s'agit entre autres de la crise économique de 1929, des chocs pétroliers de 1973, 1975, 1978, 2000,2008, de la montée brutale du dollar en 1982, de la crise alimentaire de 2008, de la guerre en UKraïne 2022.

Dans l'espace UEMOA, la dépréciation du franc CFA en 1994 a été une cause majeure d'inflation, avec un taux enregistré de 35 %, et une moyenne annuelle qui est tombée à 6,7 % en 1995 (Investir en Zone Franc).

Au regard des différentes sources d'inflation, auxquelles s'ajoutent les troubles sociopolitiques dans le monde, dans la sous-région, des inondations de 2009 et de 2010 que le Burkina Faso a connues et qui ont entraîné l'intervention de l'Etat nous nous interrogeons sur l'impact du déficit budgétaire, quant à son financement, sur l'inflation ?

L'objectif principal de cet article est d'estimer l'impact du déficit budgétaire, quant à son financement, sur l'inflation, dans un contexte d'envolée des cours mondiaux des produits pétroliers et de déficits budgétaires chroniques.

L'objectif du travail conduit à la formulation de l'hypothèse ci-dessous : le déficit budgétaire a un impact négatif sur l'inflation au Burkina Faso ;

L'intérêt pour cette recherche est de construire un cadre d'analyse économique de l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation.

La nécessité de la délimitation de tout travail scientifique dans le temps et dans l'espace nous amène à circonscrire notre étude sur une période de 30 ans, de 1992 à 2022, et à la seule aire géographique du Burkina Faso.

Pour répondre à interrogation relativement au sujet deux démarches distinctes, mais complémentaires seront explorées :

- Une analyse théorique, utilisant des instruments d'analyses statistiques et macroéconomiques pour mesurer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation ;
- Une analyse empirique sous forme d'inférence statistique, qui s'appuie sur de récentes études économétriques d'analyse de séries temporelles pour déterminer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation.

Cette recherche est structurée en deux sections. La première section fait une revue la littérature sur la relation entre l'inflation et le déficit budgétaire dans la théorie économique et dans les politiques de développement. La deuxième section s'appuie sur l'approche économétrique pour estimer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation.

Section 1 : Revue de la littérature sur la relation entre l'inflation et le déficit budgétaire

Sont ici passées en revue les études qui ont établi une relation entre le déficit budgétaire et l'inflation, à travers une approche théorique dans un premier paragraphe et une approche empirique dans un second paragraphe.

§1 : Inflation, politique budgétaire et approche théorique de la relation entre déficit budgétaire et inflation

1.1 Inflation

L'inflation se définit de diverses manières, mais l'unanimité semble être acquise pour la définition selon laquelle l'inflation est une hausse généralisée, cumulative et auto entretenue des prix [Goux (1998)]. De façon générale, elle est mesurée par la variation en pourcentage du niveau des prix à la consommation, mais sa composante permanente est donnée par la médiane ou la moyenne sur une période quelconque [Michael, Bryan, Stephen, Cecchetti (1994)].

Selon les théories économiques, trois approches principales se distinguent quant à l'analyse du phénomène et de ses implications :

La théorie classique

La théorie classique considère que l'inflation est causée par un déséquilibre entre l'offre et la demande de monnaie. Selon cette théorie, la monnaie est neutre à long terme et n'affecte pas la production et les prix. Elle suggère que les prix augmentent lorsque la demande de biens et services dépasse l'offre, ce qui entraîne une augmentation des coûts de production et une hausse des prix. De même, une diminution de la demande entraîne une baisse des prix. Ainsi, la solution proposée pour réduire l'inflation est de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie en limitant l'expansion de la masse monétaire.

L'analyse keynésienne

L'analyse keynésienne affirme que l'inflation est causée par une augmentation de la demande globale qui dépasse l'offre globale. Selon cette théorie, la production et les prix sont influencés par la demande globale, qui est composée de la consommation, de l'investissement et des dépenses publiques. Ainsi, pour réduire l'inflation, cette approche prône une intervention gouvernementale, telle que l'augmentation des taux d'intérêt ou la réduction des dépenses publiques, afin de réduire la demande globale.

La doctrine monétariste

La doctrine monétariste considère que l'inflation est causée par une augmentation excessive de la masse monétaire, qui stimule la demande globale et donc les prix. Cette théorie affirme que la gestion de la masse monétaire est la clé pour contrôler l'inflation. Ainsi, elle préconise une politique monétaire strictement contrôlée par la banque centrale, qui doit s'assurer que l'expansion de la masse monétaire ne dépasse pas la croissance de la production. Pour atteindre cet objectif, la banque centrale peut augmenter les taux d'intérêt, réduire l'offre de monnaie et limiter les crédits bancaires.

1.2 Politique Budgétaire

La politique budgétaire est un des principaux instruments de la politique économique. Elle consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'État et qui visent à atteindre certains objectifs de politique conjoncturelle.

Avant les années 1930, la fonction principale du budget de l'État était d'assurer le financement des administrations (des services publics). On ne lui attribuait pas de rôle économique. La gravité de la crise de 1929 va conduire les pouvoirs publics à considérer le budget de l'État comme un levier de la politique économique. Les travaux de l'économiste britannique J. M. Keynes montrant que l'utilisation du budget pouvait avoir une influence sur la demande des agents économiques (consommation, investissement) et, par conséquent sur le niveau de l'activité, vont donner un fondement théorique à cette nouvelle approche.

La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. En ce moment on parle de politique de rigueur budgétaire.

Dans la suite, nous présentons les canaux de transmission des effets de la politique budgétaire sur l'inflation et la relation entre déficit budgétaire et inflation.

1.3 Transmission des effets de la politique budgétaire sur l'inflation

Les sources budgétaires de l'inflation renvoient d'une façon ou d'une autre (1) à l'ampleur et à la structure des dépenses publiques, (2) ainsi qu'au mode de financement des dépenses en question [Blinder & Choi (1994)].

1.3.1 Effet direct des dépenses publiques sur l'inflation

L'influence directe de l'intervention de l'État trouve ici ses fondements dans la loi de l'offre et de la demande. Dans cette optique, les dépenses gouvernementales peuvent induire directement l'inflation, dans le sens où elles peuvent se traduire par un choc de demande, c'est-à-dire une augmentation subite de la demande. Dès lors, comme l'offre ne peut pas augmenter immédiatement pour répondre à la nouvelle demande, il en résulte un ajustement par les prix de l'économie [Malinvaud].

1.3.2 Modes de financement des dépenses publiques et inflation

S'agissant du mode de financement des dépenses publiques, les instruments effectivement ou potentiellement disponibles pour faire face à cette montée de la demande sociale en dépenses publiques sont essentiellement les recettes fiscales et la dette publique.

Pour le premier mode de financement, dans la théorie keynésienne, l'augmentation des dépenses publiques a un effet multiplicateur sur la production nationale. Le financement du déficit budgétaire par un accroissement de la fiscalité aura tendance à atténuer considérablement l'effet multiplicateur des dépenses publiques car un accroissement de la fiscalité réduit le revenu national disponible.

Le second mode de financement est la dette publique intérieure ou extérieure dont la soutenabilité dépend du rapport entre le taux d'intérêt sur la dette en question et le taux de croissance de l'économie nationale considérée comme un indicateur de la capacité à rembourser [Raffinot & Venet].

A ce propos, l'analyse de soutenabilité de la dette publique pour le Burkina Faso à faible croissance et à moyenne mobilité des capitaux internationaux, montre que l'accroissement des dépenses publiques pourrait se traduire par une augmentation de la demande de crédits qui, toutes choses égales par ailleurs, l'offre de monnaie restant inchangée, provoque une hausse du taux d'intérêt et partant, d'autres prix.

Ce mécanisme comporte bien entendu les effets d'éviction multiples en termes de baisse de l'activité privée consécutive à l'accroissement des taux d'intérêt nominaux [Hicks (1980-81)].

1.4 Relation entre déficit budgétaire et inflation

Pour les économistes classiques, un des moyens de résorber la dette et donc de pouvoir renouveler un déficit consiste à générer de l'inflation. Wallace et Sargent (1976) soutiennent qu'une tentative de baisse d'inflation aujourd'hui correspond à une inflation future mais le type de déficit conditionne ce résultat. En supposant que le gouvernement maintienne le solde primaire, une diminution du taux de croissance de la monnaie (temporairement) fait accroître le taux d'inflation pendant l'exécution de la politique et même après. Et s'il maintient constant le solde conventionnel, une réduction du taux de croissance de la monnaie réduit de façon permanente le taux d'inflation.

Mais ce moyen de régler le problème du déficit budgétaire a été pris à défaut par les arguments monétaristes puisque M. Friedman stipule que l'inflation a été et sera toujours un phénomène purement monétaire. On peut donner deux explications à cette relation :

- le déficit provient de crédit laxiste de la banque centrale à l'Etat ;
- l'Etat s'endette à tel point que le système financier n'est pas capable d'absorber la dette.

Cependant on constate que la relation empirique est mal établie, les études de cas ayant montré soit une relation faible, soit l'inexistence d'une telle relation. Quatre raisons d'une faible relation peuvent être identifiées :

- le déficit peut être financé par les émissions de titres publics plutôt que par création monétaire ;
- il peut être financé par une substitution entre dette extérieure et dette intérieure; ce qui crée de l'inflation sans que cela soit lié au déficit;
- si la fonction de demande de monnaie est instable il y aura inflation;
- les anticipations des agents économiques peuvent entraîner l'inflation, en anticipant le financement du déficit par seigneurage.

Le débat théorique entre partisans et adversaires du déficit budgétaire semble aujourd'hui dépassé dans la mesure où l'ouverture des économies a révélé une nouvelle limite aux politiques économiques : la contrainte extérieure.

Dans son ouvrage de politique économique, Kebedjan (1992) décrit un puzzle américain. D'après ce dernier vers les années 1979, l'accroissement de déficit budgétaire s'est accompagné d'une baisse de l'inflation. Ce résultat fut un véritable paradoxe pour la théorie macroéconomique keynésienne ou classique. A cet effet, il y eut de nombreux économistes qui se sont lancés dans la recherche de la relation entre inflation et déficit budgétaire, parmi lesquels le groupe des nouveaux classiques au début des années 80.

§2 : Résultats de quelques études empiriques

Sur le plan empirique, très peu d'études ont été consacrées à la question de l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation notamment dans les pays en développement. Dans le cas particulier du Burkina Faso, il n'existe à notre connaissance aucune étude empirique relative aux effets de la politique budgétaire sur l'inflation. Néanmoins nous avons retrouvé quelques études similaires hors UEMOA et dans l'espace UEMOA.

Les travaux empiriques portant sur les effets du déficit budgétaire sur l'inflation reposent sur des méthodologies différentes. Par ailleurs, les résultats auxquels ils ont abouti sont divergents.

Hors UEMOA

Ferdinand BARARUZUNZA, analyse dans le cas du Burundi, les effets des politiques budgétaire et monétaire, aussi bien conjoncturelles que structurelles, sur le niveau des prix, à travers plusieurs canaux de transmission. Il conclut que le taux d'inflation est fondamentalement influencé par les variations du taux de croissance du déficit public, du taux de croissance de la production, du taux de croissance monétaire, du taux d'intérêt, et des taux d'inflation caractéristiques des périodes passées. Le taux de change influence indirectement le mouvement inflationniste, à travers les autres variables ou les autres prix. Ces variables qui passent pour les déterminants majeurs de l'inflation constituent alors les grandes pistes de politiques de stabilité des prix.

Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA, mesure l'influence du déficit budgétaire sur l'inflation en République Démocratique du Congo sur la période 1985 à 2015 ; mais cherche également à savoir l'influence des autres variables macroéconomiques telles que la masse monétaire, le PIB et le taux de change sur l'inflation. Par une analyse économétrique des données, il trouve les résultats suivants : Les variables déficit budgétaire et PIB expliquent l'inflation dans le long terme et dans le court terme l'inflation est expliquée par le PIB.

Zone UEMOA

James Edikou BONI, mesure l'impact du financement budgétaire sur l'inflation en côte d'Ivoire par un modèle économétrique obtenu par la méthode MCO et qui a été complété par une analyse de tendance. Il ressort de ces analyses que le solde budgétaire n'influence pas significativement le niveau d'inflation mais plutôt son mode de financement.

Safiatou DIARRA (2017), analyse la relation qui existe entre le déficit budgétaire et certains indicateurs de performances économiques à travers l'indicateur global qu'est la croissance du PIB. Elle conclut que l'inflation est influencée positivement par le déficit budgétaire, dans le cas du Mali.

Section 2: Analyse économétrique

L'inflation dans les analyses économiques s'explique par diverses variables. A travers une analyse économétrique, cette section s'efforcera d'évaluer la contribution du solde budgétaire

à l'explication du niveau de l'inflation au Burkina Faso. Corrélativement, cette section permettra, à travers un modèle de déterminer d'autres facteurs qui ont une influence sur l'inflation au Burkina Faso.

§1 -Spécification et estimation du modèle

L'objectif est maintenant de dégager de manière quantitative les effets du déficit budgétaire sur l'inflation. Il convient d'examiner successivement le modèle, les variables retenues, la méthode économétrique et les principaux résultats.

Spécification du modèle de l'inflation

La spécification du modèle de l'inflation part de plusieurs études relatives à l'impact du solde budgétaire sur l'inflation, en particulier les travaux du Dr. Ferdinand BARARUZUNZA et de James Edikou BONI qui ont travaillé respectivement sur les cas du Burundi et de la Côte d'Ivoire.

Le modèle

Le modèle retenu s'inspire de celui utilisé par le Dr. Ferdinand BARARUZUNZA pour déterminer les fondements réels et monétaires de l'inflation au Burundi. Il s'appuie sur des analyses théoriques pour arriver à une équation estimable. Ce modèle sera amélioré pour tenir compte des objectifs de la présente étude et des spécificités de l'économie burkinabè. Cette amélioration permettra de parvenir à un modèle général de déficit budgétaire sur l'inflation et de pouvoir l'estimer afin de mesurer la part de chaque variable dudit modèle dans l'implication de l'inflation au Burkina Faso.

Au total, quatre variables ont été utilisées dans ce modèle économétrique : l'indice des prix à la Consommation, le déficit budgétaire, l'indice des prix à l'importation, la masse monétaire. En outre ce modèle serait un modèle à correction d'erreur qui prend en compte les effets aussi bien de court terme que de long terme.

Formulation du modèle

La forme générique du modèle s'écrit : $IPC=F (DBHD, IPM, M2,)$

IPC désignant l'indice des prix à la Consommation, DBHD le Déficit Budgétaire Hors Dons, l'IPM l'Indice des Prix à l'Importation et M2 la Masse monétaire.

D'autres variables importantes existent, susceptibles d'expliquer l'inflation ; leur prise en compte se retrouve dans le modèle par l'introduction du terme d'erreur u_t .

Présentation des résultats

Après avoir spécifié le modèle et présenté la procédure et la technique d'estimation, il convient de présenter les résultats de l'estimation (paragraphe 1) et des différents tests de validation effectués sur les résidus (paragraphe 2).

Résultats de l'estimation

Nous avons utilisé la méthode en une seule étape (Hendry). Aussi, le modèle se présente de la façon suivante :

$$D(\text{LogIPC}_t) = \beta_0 + \beta_1 * D(\text{LogIPM}_t) + \beta_2 * D(\text{log DBHD}_t) + \beta_3 * D(\text{LogM2}_t) + \beta_4 * \text{LogIPC}_{t-1} + \beta_5 * \text{LogIPM}_{t-1} + \beta_6 * \text{LogDBHD}_{t-1} + \beta_7 * \text{LogM2}_{t-1} + Y_t$$

Avec la contrainte β_4 négative et significative

D désigne l'opérateur de différence première et est défini par : $D(X_t) = X_t - X_{t-1}$

Les résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE) sont consignés dans le tableau ci-après :

TABLEAU 1: Résultats de l'estimation

Variable dépendante: IPC		
Variables explicatives	Coefficients	Probabilités.
Constante	0.394307 (1.526385)	0.1412
D(LOGIPM)	0.437442 (5.599952)	0.0000
D(LOGDBHD)	-0.066227 (-3.057934)	0.0058
D(LOGM2)	-0.002853 (-0.043645)	0.9656
LOGIPC(-1)	-0.329227 (-2.596607)	0.0165
LOGIPM(-1)	0.235837 (3.316467)	0.0031
LOGDBHD(-1)	-0.049033	0.1436

	(-1.516676)	
LOGM2(-1)	0.024285 (0.444170)	0.6613
Statistiques sur la qualité du modèle		
R ²	0.747047	
R ² Ajusté	0.666561	
Durbin-Watson stat	1.953245	
F-statistic	9.281792	0.000024

Source : établi par l'auteur de cette étude

Les chiffres entre parenthèses représentent les T de Student.

Il ressort de ces résultats que seules les variables LOGIPM, LOGDBHD, LOGIPC (-1), LOGIPM (-1) sont significatives au seuil de 5%, car elles ont toutes des probabilités inférieures à 5%.

Ainsi, à court terme, l'effet de la masse monétaire est non significatif sur l'IPC.

A long terme, les effets de la masse monétaire et du Déficit budgétaire retardé d'une période sont non significatifs sur l'IPC.

En revanche, on note, avec satisfaction, que le coefficient β_4 qui représente la force de rappel est significativement négatif.

Après l'estimation du modèle à correction d'erreur par les moindres carrés ordinaires, on procède aux tests usuels sur les résidus pour la validation du modèle.

Tests de validation du modèle

Il s'agit des tests de normalité des résidus, de stabilité des paramètres, d'homoscédasticité des erreurs et d'autocorrélation des erreurs.

Test d'homoscédasticité des erreurs du modèle ECM

Le test de White permet de se renseigner sur l'homoscédasticité des erreurs. Or, le résultat du test de White donne des probabilités supérieures à 5%. Ainsi, l'hypothèse d'homoscédasticité des erreurs peut être retenue au seuil de probabilité de 5%.

1) Test de normalité des résidus

Le graphique n°1 en annexes relatif au test de normalité des résidus montre que la statistique de Jarque-Bera (0,54) a une valeur inférieure à 5,99, valeur critique correspondant à khi2 à 2 degrés de liberté et une probabilité de 76% Supérieure à 5%. Par conséquent, on accepte l'hypothèse de normalité des résidus.

2) Test de stabilité des paramètres

Les tests de cosum et cosum carré renseignent sur la stabilité des paramètres. Ils ne montrent aucune source d'instabilité ; c'est dire que l'hypothèse de stabilité des paramètres n'est pas rejetée car, la courbe ne sort pas du corridor pour les deux graphiques.

3) Test d'autocorrélation des erreurs test de Breusch-Godfrey

Le modèle à correction d'erreurs comportant des variables décalées, on ne peut pas dans ce cas utiliser le test d'autocorrélation des erreurs de Durbin-Watson. C'est plutôt le test de Breusch-Godfrey qui est plus approprié.

Or, le test de Breusch-Godfrey donne une probabilité supérieure au seuil de 5% : donc, l'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée, autrement dit, les estimations obtenues par les moindres carrés ordinaires sont optimales (BLUE).

Par ailleurs, le $R^2 = 0,7470$, signifie que 74,70% des fluctuations de l'IPC sont expliquées par les variables explicatives retenues. Aussi, le F de Fisher a une probabilité inférieure à 5%, ce qui signifie que le modèle est globalement significatif : on peut postuler que le modèle est bien spécifié.

Donc, la dynamique entre l'IPC et les variables explicatives se résume sous la forme analytique suivante :

$$D(\text{LogIPC}_t) = 0,3943 + 0,4374 * D(\text{LogIPM}_t) - 0,0662 * D(\text{LogDBHD}_t) - 0,0028 * D(\text{LogM}2_t) - 0,3292 * \text{LogIPC}_{t-1} + 0,2358 * \text{LogIPM}_{t-1} - 0,0490 * \text{LogDBHD}_{t-1} + 0,0242 * \text{LogM}2_{t-1}$$

On remarque que la force de rappel est bien négative et significative (- 0,32, d'où un retour plus rapide vers l'équilibre de long terme), validant la bonne représentation du modèle à correction d'erreurs.

§2 Interprétation des résultats et suggestions de politiques économiques

Il est intéressant de procéder à des interprétations économiques des résultats des estimations retenues dans le chapitre précédent, et de faire quelques suggestions de politiques économiques basées sur ces estimations.

2.1 : Interprétations des résultats

Plusieurs interprétations économiques peuvent se déduire du modèle que nous avons estimé :

2.1.1: Interprétation du coefficient de correction d'erreur et des élasticités

2.1.1.1 Interprétation du coefficient de correction d'erreur

Le coefficient β_4 (force de rappel vers l'équilibre), représente la vitesse à laquelle tout déséquilibre entre les niveaux désiré et effectif de l'IPC est résorbé dans l'année qui suit tout choc.

La valeur de la force de rappel est égale à -0,3292 cela signifie qu'on arrive à résorber 32,92% du déséquilibre entre le niveau désiré et effectif de l'IPC une année après.

Ainsi, les chocs sur l'IPC au Burkina Faso se corrigent à 32,92% par l'effet de « feed back ». En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année est entièrement résorbé au bout de 3 années et 1 mois ($1/0,3292 = 3,037$ années)

Élasticités de court et de long terme

- Élasticités de court terme

- L'élasticité de court terme de l'IPC par rapport à l'indice des prix à l'importation (IPM) est $\beta_1 = 0,4374$

A court terme, si l'IPM du Burkina Faso augmente de 10%, alors son IPC augmente de 43,74%.

- L'élasticité de court terme de l'IPC par rapport au Déficit Budgétaire Hors Dons est $\beta_2 = -0,06$.

A court terme, si le Déficit Budgétaire Hors Dons du Burkina Faso augmente de 10%, alors l'IPC diminue de 0,6%. En effet, le financement du déficit vient résoudre des problèmes de trésorerie. De ce fait il n'engendre pas d'inflation à court terme.

- **Elasticité de long terme**

L'élasticité de long terme de l'IPC par rapport à l'IPM est :

$$-\beta_5 / \beta_4 = -0,2358 / -0,3292 = 0,7162$$

A long terme, si l'IPM du Burkina Faso augmente de 10%, alors l'IPC augmente de 7,1%.

2.1 .1.2 Analyse et explication des résultats

L'Indice des prix à l'importation

Aussi bien à court terme qu'à long terme, l'inflation importée est une des variables les plus significatives parmi les variables explicatives du modèle. Une augmentation de 10% de l'indice des prix à l'importation entraîne respectivement à court terme et à long terme, une hausse de 4,3% et de 7,1% du niveau de l'IPC. Cette situation est normale pour le Burkina Faso qui importe une grande partie de ses biens et services. Il s'agit notamment des biens d'équipement et des produits pétroliers. Les exportations du Burkina Faso sont parmi les plus faibles de la sous-région et concernent des produits primaires peu diversifiés qui sont tributaires de l'évolution des cours mondiaux des matières premières. Tout ce processus se traduit par une dégradation des termes de l'échange qui ne cesse de se poursuivre. Par exemple de 2005 à 2020, les termes de l'échange sont passés de 131 à 75, soit une perte de 56 points.

Le déficit Budgétaire Hors Dons (DBHD)

A court terme le Déficit Budgétaire Hors Don (DBHD) évince l'inflation. Si le DBHD augmente de 10%, alors l'inflation baisse de 0,6%.

En effet, au Burkina Faso, une partie non négligeable des besoins de financement est couverte par des dons externes. Par ailleurs, les difficultés de mobilisation d'impôts supplémentaires rendent peu probable pour les contribuables une hausse future des impôts.

C'est dire que l'augmentation des dépenses publiques ne sera pas compensée par une baisse de la consommation.

Ainsi que cela est mis en évidence plus haut, l'inflation a été, dans l'ensemble, plutôt modérée au Burkina Faso. Cela incite à penser que l'effet expansionniste du budget s'est avant tout traduit par une demande de biens échangeables et des dépenses de subventions orientées vers les secteurs sociaux. Par ailleurs, en raison de l'absence de pénurie de devises au Burkina Faso, les producteurs de biens non échangeables ont pu importer des biens d'équipement ou des intrants, répondant ainsi plus aisément à un supplément de demande. Ainsi s'explique le caractère modéré de l'inflation malgré un important déséquilibre budgétaire.

La masse monétaire M2

La masse monétaire n'a pas d'impact significatif sur l'inflation au Burkina Faso. Cette situation se justifie par une gestion rigoureuse de la politique de la monnaie et du crédit. L'objectif principal de cette politique est la maîtrise de l'inflation, avec la mise en œuvre de la réforme institutionnelle à partir du 1^{er} avril 2020.

Le dispositif de gestion de la monnaie et du crédit de l'union s'appuie, d'une part, sur la politique des taux d'intérêt et, d'autre part, sur le dispositif des réserves obligatoires.

2.2 Suggestions de politiques économiques

L'étude a permis de s'apercevoir que le déficit budgétaire ne fait qu'augmenter d'année en année au Burkina Faso, et que jusque-là le financement du déficit budgétaire a contribué à maîtriser l'inflation. Il s'ensuit la nécessité de rechercher les moyens d'optimisation de son financement. L'étude offre l'opportunité de suggérer à l'Etat burkinabè certaines actions sur les recettes, et sur les portefeuilles de l'Etat et de recommander des réformes structurelles.

2.2.1 Actions sur les recettes

Les recettes de l'Etat proviennent essentiellement de la fiscalité. Les recettes fiscales d'un pays traduisent la capacité contributive de l'économie au financement des dépenses publiques. Un niveau élevé des recettes fiscales pourrait témoigner du dynamisme ou de la capacité productive d'un pays. Mais un niveau exagéré de recettes fiscales peut aussi être nuisible à l'économie. Il est alors souhaitable de déterminer le niveau de recette fiscale optimal pour l'économie burkinabè.

Au sein de l'UEMOA, le taux de pression fiscale est un des critères de convergence retenu. Son niveau doit être supérieur ou égal à 17%. Au Burkina Faso, il est en moyenne de 11,4%.

Au regard des données ci-dessus, on peut affirmer que le taux de pression fiscale n'est pas optimale au Burkina Faso et que les autorités publiques disposent encore de bonnes marges de manœuvre.

Pour optimiser, le financement du déficit l'Etat gagnerait à :

- poursuivre l'effort de mobilisation des dons ;
- mettre en œuvre une politique d'endettement prudente, axée sur la maximisation du coefficient de concessionnalité;
- étendre la base taxable visant à atteindre le plus d'agents économiques possibles ;
- cibler et mettre en œuvre des actions participatives de sensibilisation des agents économiques en vue de les amener à s'acquitter de leur impôt ;
-

2.2.2 Actions sur les portefeuilles de l'Etat et réformes structurelles

2.2.2.1 Actions sur les portefeuilles de l'Etat

Les pays membre de l'UEMOA, dont le Burkina Faso, sont soumis à des restrictions monétaires strictes. Ainsi pour financer son déficit, l'Etat doit recourir aux emprunts et aux revenus issus des prises de participation. A cet effet, il se doit de :

- rendre performantes les dettes extérieures en améliorant les procédures de décaissement et le taux d'exécution des projets d'investissement ;
- collecter l'épargne nationale pour financer le déficit ;

2.2.2.2 Réformes structurelles

L'amélioration continue est une quête permanente. Il est donc important pour l'Etat de :

- poursuivre l'assainissement de l'environnement des affaires ;
- associer le secteur privé aux grands projets collectifs ;
- appliquer un nouveau mécanisme de fixation des prix des produits pétroliers, qui permettrait de refléter les variations dans les prix internationaux de pétrole, cela permettrait d'améliorer la maîtrise des subventions des produits pétroliers .

CONCLUSION

Au terme de la présente Recherche, il convient de rappeler qu'elle vise à mesurer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation au Burkina Faso. La méthode employée pour mener cette analyse s'inspire de celle du Dr. Ferdinand BARARUZUNZA (2008) afin de déterminer les

fondements réels et monétaires de l'inflation au Burundi. Pour l'estimation de notre modèle, nous avons recouru à un modèle à correction d'erreur permettant de mettre en évidence les effets de court et de long terme.

L'étude s'est fondée sur la question de savoir quel serait l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation ?

Une analyse des données par le logiciel Eviews6 a permis d'aboutir aux résultats suivants :

- ✓ La variable déficit budgétaire évince l'Inflation dans le court terme seulement, tandis que, l'Indice des Prix à l'Importation (IPM) entraîne l'inflation aussi bien dans le court terme que dans le long terme ;
- ✓ En ce qui concerne la masse monétaire, elle n'est pas significative sur l'inflation ni dans le court terme et ni dans le long terme.

Ces résultats, ont permis de suggérer à l'attention de l'Etat burkinabè, quelques mesures visant à optimiser le financement du déficit budgétaire. Les suggestions portent aussi bien sur les recettes que sur les portefeuilles de l'Etat, ainsi que sur les réformes structurelles.

BIBLIOGRAPHIE

Anne duclos Grisier: faire face à l'inflation,Cahiers français n432, édition 2023, 118 pages.

Centre d'etudes prospectives et d'information internationales (CEPII): Economie mondiale 2023 :une véritable réussite. Repère,2022.128 P.

CHAUMETTON Etienne: pour une économie au service de la personne: piste d'avenir pour l'économie,la monnaie et la fiscalité.-Paris (FR):l 'harmattan,2019.-185 P

Christophe SINNASSAMY:Finnances publiques 13ème édition 2023, 2036 Pages

DELAPLACE Marie: monnaie et finnacement de l'économie.6ème édition.-Paris (FR):Dunod,2021. 352 p.

DELAPLACE Marie: monnaie et finnacement de l'économie: cours 5e éd. 5ème édition.-Paris (FR):Dunod,2017. 329 p.

Ferdinand BARARUZUNZA: "Fondements réels et monétaires de l'inflation au Burundi" Revue de l'Institut de Développement Economique Volume 3 N°1 (2008), P 2-31

Fonds Monétaire International (FMI): perspectives de l'économie mondiale: une reprise cahoteuse. 2023, 213 P.

Goux Jean-François, "Economie Monétaire et Financière, théories, Institutions, Politique", Editions Economica, Paris, 1998, P.191;

James Edikou BONI: "Financement budgétaire et inflation en Côte d'Ivoire" Mémoire Professionnel GPE Abidjan 2010

John Richard Hicks : "IS-LM: An explanation", Journal of Postkeynesian Economics, vol. 3, (1980-81). pp. 139-154

Kébabdjian Gérard: "politique économique: monnaie-budgetchange", édition Cujas 1992 ;

Kébabdjian Gérard: "politique économique: monnaie-budgetchange", édition Cujas 1992 ;

KELTON Stéphanie: "Le mythe du déficit: la théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple.-Paris (FR): les liens qui libèrent, 2022.-344P.

MINEFID: Métadonnées des indicateurs de l'économie, des finances et du développement.- Ouaga: DEGESS, 2022.-196P

N.Gregory MANKIW: "Principes de l'économie" édition Economica, 1999

Raffinot & Venet : La Balance des Paiements, Editions la Découverte, (2003) Paris, P 121

Régis Bourbonnais : "Econométrie", 11ème édition, 2021